

	<p>Commune de CRÉANCEY 21320 CRÉANCEY</p> <p>Tél: 03.80.90.89.28 Fax : 03.80.90.89.71 e-mail : mairie.creancey@orange.fr</p>	<p>ARRETE DU MAIRE</p> <p>A2021-36</p>
---	---	--

PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

Le Maire de la Commune de CREANCEY , VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L2213-1 ;
- Le Code de la route ;
- Le Code de la voirie routière ;
- La Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- L'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- La demande en date du 31/05/2021 par laquelle Mme Nadine MIMEUR, représentant l'entreprise GIBOULOT Bernard SARL, demande **l'autorisation d'entreprendre des travaux de tranchées sur une partie de la voirie**, avenue Georges Besse du domaine public.

Considérant qu'il y a lieu pour des raisons de sécurité publique de réglementer la circulation sur une partie de l'avenue Georges Besse , pendant la durée des travaux de voirie;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : A compter du 11 juin 2021 et pour toute la durée des travaux l'entreprise est autorisée à procéder aux travaux de tranchées sur une partie de la voirie Avenue Georges Besse ;

ARTICLE 2 : Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- Stationnement :
 - Interdiction de stationner pour les véhicules légers et poids lourds ;
 - Interdiction de dépasser pour tous véhicules ;
- Circulation :
 - La rue sera en circulation alternée manuellement si besoin ;
 - La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du demandeur.

ARTICLE 4 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

ARTICLE 5 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, immondices et de réparer si besoin immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état.

ARTICLE 6 : La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : L'entreprise GIBOULOT Bernard SARL, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Je certifie le caractère exécutoire du présent arrêté,
affiché aux emplacements officiels.

Fait à Créancey, le 10 juin 2021

Le Maire,

Jocelyn CHAPOTOT

